

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°ST 2023\_372

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande du 07 octobre 2023 par laquelle le magasin ESCAPADE, représenté par Madame Estelle CHARVET, demande l'autorisation de réserver trois (3) places de stationnement au droit du N°14 Place d'Armes au droit du commerce « ESCAPADE » sis 14 place d'Armes, afin d'organiser l'inauguration dudit magasin le vendredi 13 octobre 2023,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Règlement de voirie communale,

**VU** l'état des lieux,

A R R Ê T E

**Article 1 : Autorisation** : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande.

**Article 2 : Prescriptions techniques particulières** : Le stationnement des véhicules sera interdit sur les trois (3) places de stationnement situées au droit du n°14 Place d'Armes le vendredi 13 octobre 2023 de 16 h à 22 h.

**Article 3 : Sécurité et signalisation** : Le bénéficiaire devra signaler l'interdiction de stationner à l'aide de panneaux B6a1.

**Article 4 : Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin.

Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le demandeur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 5 : Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 09 octobre 2023,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de service Espaces Publics**  
**Gwenaëlle LAMY**

